



# Assemblée générale

Distr. générale  
24 juin 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 102 b) de la liste préliminaire\*

**Examen et application du Document  
de clôture de la douzième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale**

## **Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport donne un aperçu des activités menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique pendant la période allant de juillet 2020 à juin 2021. Le Centre régional a continué d'aider les États Membres, à leur demande, ainsi que les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile en Afrique à agir pour la paix, la sécurité, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armes classiques et des armes de destruction massive, et la sécurité humaine.

Compte tenu du caractère particulier des questions de sécurité et de désarmement en Afrique, le Centre régional a continué de faire une large place aux activités visant à prévenir et combattre le trafic illicite et la prolifération des armes légères et de petit calibre, notamment aux activités de renforcement des capacités organisées à l'intention des autorités civiles, y compris les hauts fonctionnaires, les parlementaires et les commissions nationales de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, les forces de défense et de sécurité et le personnel des missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Le Centre régional a appuyé l'action menée par les États pour ce qui est de prévenir le détournement de ces armes, en particulier au profit de groupes armés non étatiques et de groupes terroristes. Le Centre a également apporté son concours à l'application des instruments internationaux relatifs aux armes de destruction massive, dont la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité.

\* [A/76/50](#).



Le Secrétaire général exprime sa sincère gratitude aux États Membres et aux partenaires pour les contributions généreuses qu'ils ont apportées au Centre régional et les encourage à maintenir et à renforcer leur soutien, à la mesure des défis croissants qui menacent la sécurité humaine en Afrique, en vue de permettre au Centre d'accroître l'assistance technique et l'aide au renforcement des capacités qu'il fournit aux États Membres de la région, conformément à son mandat. Il est particulièrement reconnaissant au Gouvernement togolais de l'appui de longue date que celui-ci apporte au Centre en tant que pays hôte.

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 75/76, l'Assemblée générale a félicité le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique du soutien constant qu'il apportait aux États Membres dans la mise en œuvre d'activités de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération, au moyen de séminaires et de conférences, d'activités de renforcement des capacités et de formation, de la transmission d'un savoir-faire dans le domaine des politiques et sur le plan technique, ainsi que d'activités d'information et de sensibilisation aux niveaux régional et national et s'est félicité que les activités du Centre s'étendent à l'ensemble du continent dans les domaines du désarmement, de la paix et de la sécurité.

2. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 75/76, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des activités du Centre régional. Il porte sur la période allant de juillet 2020 à juin 2021. On trouvera en annexe un état financier du Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique pour l'année 2020.

## II. Fonctionnement et mandat

3. Le Centre régional a été créé en 1986 à Lomé, en application de la résolution 40/151 G de l'Assemblée générale. Il a pour mandat d'aider, par un appui fonctionnel, les États Membres d'Afrique qui en font la demande à mettre en œuvre leurs initiatives et autres démarches visant à appliquer des mesures de paix, de limitation des armements et de désarmement dans la région.

4. Le Centre régional s'emploie en priorité à contribuer à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, ce dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 75/76, dans laquelle elle s'est félicitée des travaux menés par le Centre pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16 relatif à la paix, à la justice et à la mise en place d'institutions efficaces, et la cible 16.4 relative à la réduction du trafic d'armes.

## III. Principales activités

5. Pendant la période considérée, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des effets considérables sur les activités du Centre régional, qui a toutefois su s'adapter et a continué de fournir une assistance aux États Membres d'Afrique, et atteint ainsi un grand nombre de participants en ligne. Au moyen d'activités et de consultations organisées à l'échelle nationale et régionale sur des plateformes virtuelles plutôt qu'en présentiel, le Centre a appuyé l'action menée pour accroître la maîtrise des armes de petit calibre et d'autres armes, classiques ou non, et prévenir l'extrémisme violent en Afrique. Il a ainsi facilité la tenue de plusieurs ateliers et réunions sur le plan national et régional en vue de promouvoir les efforts de désarmement en Afrique. Il a également organisé plusieurs réunions virtuelles importantes avec des parties prenantes régionales et nationales en contact avec des donateurs au sujet de projets en cours et de projets nouveaux, ou y a participé.

6. Pendant la période considérée, le Centre régional a fourni aux États Membres d'Afrique un appui et une assistance technique pour promouvoir le désarmement, la paix et la sécurité au moyen de programmes de renforcement des capacités et de formation, de mesures concrètes, d'actions de sensibilisation, d'études et de la mise en commun de l'information. Il a collaboré avec l'Union africaine et des organisations

régionales africaines, d'autres entités des Nations Unies et organisations intergouvernementales, des établissements universitaires et de recherche et des organisations de la société civile afin de mettre en œuvre ses programmes, projets et autres activités.

7. Le Centre régional a continué de sensibiliser les États Membres d'Afrique et d'autres parties prenantes concernées aux questions touchant aux armes de destruction massive, notamment en leur communiquant des informations, en leur prodiguant des conseils techniques et en les aidant dans l'application des instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération tels que la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité.

8. Le Centre régional a largement exploité les possibilités offertes par les médias sociaux, en particulier sur son site Web et ses comptes dans les médias sociaux, afin de faire connaître ses activités ainsi que le travail et les réalisations du Bureau des affaires de désarmement et de promouvoir l'éducation pour la paix.

## **A. Paix et sécurité**

9. Le 20 juillet 2020, le Centre a tenu une réunion virtuelle avec des interlocuteurs de la République centrafricaine et les partenaires des Nations Unies concernés, notamment la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, le Service de la lutte antimines de l'ONU et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en vue d'ouvrir la voie à l'exécution d'un projet régional visant à prendre en compte les questions de genre dans les activités de désarmement dans six pays d'Afrique (Cameroun, Mali, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda et Sierra Leone). Cette réunion avait également pour objectif d'envisager d'autres moyens d'exécuter le projet dans le contexte de la pandémie, compte tenu du nombre très limité de déplacements. Il s'agit du volet Afrique d'un projet mondial pluriannuel mené sous la direction du Bureau des affaires de désarmement et financé par l'Union européenne.

10. Le 13 août, une réunion analogue organisée avec les interlocuteurs maliens et les homologues de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de Mines Advisory Group a été interrompue en raison de l'instabilité sociopolitique, ce qui a retardé l'exécution du projet au Mali.

11. Un atelier de trois jours sur le genre et le désarmement a été organisé du 13 au 15 octobre à Bangui avec les interlocuteurs nationaux et les partenaires des Nations Unies concernés. Il visait à ce que ces acteurs tirent davantage parti des pratiques et politiques relatives à la maîtrise des armes légères en vue de promouvoir l'égalité des genres et les priorités connexes. Au total, 30 participants représentant le Gouvernement et la société civile se sont fait une idée plus précise des moyens de prendre systématiquement en compte les questions de genre dans le cadre des efforts de maîtrise des armes légères déployés à l'échelle nationale et locale.

12. Le 30 octobre, à Lomé, le Centre régional a tenu, avec le consul de Suisse et une délégation représentant le Ministère suisse des affaires étrangères au niveau des ambassadeurs, une séance de travail consacrée à une analyse des points forts, des points faibles, des possibilités et des risques relative à la question de l'extrémisme violent et devant servir de base à un futur projet régional parrainé par la Suisse. Ce projet visera à prendre en considération les liens entre la maîtrise des armements et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.

13. Les 2 et 3 décembre, le Centre régional a participé à la cinquantième réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, à laquelle ont participé les 11 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Cette réunion était axée sur l'impact de la COVID-19 sur la paix et la sécurité en Afrique centrale.

14. Le Centre régional a participé, sur place, à la cinquante et unième réunion ministérielle du Comité consultatif permanent, qui s'est tenue du 24 au 28 mai 2021 à Bujumbura (Burundi), au niveau des experts et au niveau ministériel. Les participants ont examiné les questions pressantes relatives à la paix et à la sécurité en Afrique centrale, l'accent étant mis notamment sur les menaces que les groupes armés et les groupes terroristes font peser sur la paix et la sécurité dans la région. Le Centre a appelé l'attention sur les risques découlant du fait que les mesures sont insuffisantes pour ce qui est de bien gérer les armes et les munitions dans la région, y compris l'explosion accidentelle de dépôts de munitions et le détournement de stocks appartenant au Gouvernement au profit de groupes armés, de groupes terroristes et de réseaux criminels.

15. Le Centre régional a aidé le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée à organiser un atelier de formation sur l'intégration de mesures tenant compte des questions de genre dans les activités de maîtrise des armes légères et de petit calibre. Cet atelier de formation, qui a eu lieu du 23 au 25 novembre à Kinshasa, visait à faciliter la mise en œuvre du plan d'action national de contrôle et de gestion des armes légères et de petit calibre (2018-2022). Des experts des Ministères de la défense, de l'intérieur, des affaires étrangères et du genre, de la famille et des enfants, ainsi que des experts de la société civile y ont participé.

16. Le 3 février 2021, une réunion virtuelle a été organisée avec le Gouvernement camerounais en vue de préparer la mise à exécution dans le pays d'un projet concernant le genre et le désarmement selon des approches similaires à celles retenues en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, mais en tenant compte des besoins particuliers liés au contexte national et des observations des autorités camerounaises. Dans le même temps, le contact a été maintenu avec le Mali, le Rwanda et la Sierra Leone en vue de planifier les ateliers de formation qui seront organisés dans chacun de ces pays dans le cadre du projet concernant le genre et le désarmement.

17. Du 31 mai au 3 juin, deux ateliers consacrés à l'intégration de la dimension de genre dans les politiques, programmes et activités de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ont été successivement organisés à Yaoundé, pour aider le Ministère camerounais des relations extérieures. Le chef de la délégation de l'Union européenne au Cameroun a participé à la cérémonie d'ouverture. Près de 60 agents de l'État et acteurs de la société ont participé à ces ateliers, qui devaient au départ être suivis par 30 personnes, ce qui laisse penser que les fonctionnaires camerounais et les organisations de la société civile du pays attachent un grand intérêt à ce sujet important.

18. Le 22 février, le Centre régional avait participé à des consultations en ligne réunissant l'ensemble des entités des Nations Unies œuvrant en Afrique centrale. Ces consultations, organisées par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), portaient sur la situation dans la République du Congo et les préparatifs de l'élection dont la date approchait en même temps que les difficultés persistaient dans la région du Pool en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

19. Le 12 mars, le Centre régional a participé à une réunion de l'Équipe spéciale intégrée du BRENUAC consacrée à la situation au Tchad. Cette réunion a eu lieu à l'approche de l'élection présidentielle, qui allait se dérouler dans des conditions de sécurité marquées par les menaces posées par les extrémistes violents dans le bassin du Lac Tchad.

20. Le 23 mars, le Centre régional a participé à une réunion organisée par le BRENUAC à l'intention des entités des Nations Unies œuvrant en Afrique centrale en vue d'examiner quelles étaient les priorités de l'Organisation dans la sous-région pour 2021. Il a souligné qu'il importait de relancer la coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour faciliter et promouvoir la mise en œuvre de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa), compte tenu en particulier de l'explosion accidentelle de dépôts de munitions survenues peu de temps avant à Bata (Guinée équatoriale).

21. Le 3 juin, le Centre régional a participé à une réunion virtuelle avec les entités des Nations Unies présentes en Afrique centrale. Cette réunion portait sur le renforcement des partenariats aux fins de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans la sous-région de l'Afrique centrale.

22. Le 8 juin, le Centre régional a participé à distance à des consultations avec le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et le BRENUAC. Il s'agissait de réfléchir aux moyens de renforcer la coopération de façon à exécuter conjointement, en Afrique centrale, les activités prescrites aux entités des Nations Unies en matière de paix, de sécurité et d'état de droit, y compris le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, en tirant notamment parti du cadre de coopération existant entre le Département des opérations de paix et le Bureau des affaires de désarmement.

23. Le 2 avril, le Centre régional a organisé une réunion virtuelle avec la Commission nationale sierra léonaise sur les armes légères en vue de préparer un atelier de formation sur la prise en compte des questions de genre dans les activités de maîtrise et de gestion des armes légères et de petit calibre qui serait organisé à Freetown à l'intention des agents de l'État et des acteurs de la société civile concernés.

24. Le 25 mai, le Centre régional a participé à un atelier d'une journée sur la prise en compte des questions de genre dans les activités de maîtrise des armes légères et de petit calibre au Togo. Cet atelier a été organisé par le groupe Togo de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, en collaboration avec le Gender Equality Network for Small Arms Control.

## **B. Armes légères et de petit calibre et autres armes classiques**

25. Le 17 juillet 2020, le Centre régional a participé en ligne à la réunion semestrielle du Comité directeur Union africaine – Régions sur les armes légères et de petit calibre et le désarmement, la démobilisation et la réintégration, une entité mise en place par l'Union africaine pour renforcer la coopération et les synergies, promouvoir l'échange d'informations et améliorer la coordination en vue de faciliter la maîtrise des armes légères et de petit calibre illicites et de mettre en œuvre des initiatives de désarmement, démobilisation et réintégration en Afrique. Le 19 mai 2021, il a participé à une autre réunion semestrielle du Comité directeur. Lors de ces deux réunions, il a rendu compte des activités qu'il avait menées aux cours des

périodes considérées et a réfléchi aux moyens d'améliorer la coordination avec l'Union africaine et d'autres organisations participantes.

26. Le 28 juillet, le Centre régional a participé à un atelier régional d'une semaine organisé en ligne par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à l'intention d'agents des secteurs de la défense, de la police, des douanes et de la justice de pays d'Afrique francophone. Cet atelier portait sur les dispositions juridiques du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

27. Afin de promouvoir l'adoption de politiques et de pratiques efficaces en matière de désarmement, démobilisation et réintégration, le Centre régional participe à la mise à exécution du projet, mené conjointement par le Département des opérations de paix et le Bureau des affaires de désarmement, sur la gestion des armes et des munitions dans un contexte de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Du 2 au 14 décembre, le Centre a participé à la session annuelle de l'initiative « Gestion efficace des armes et munitions dans un contexte de désarmement, de démobilisation et de réintégration en évolution », à l'intention des spécialistes de l'ONU qui s'occupent des questions concernant la paix et la sécurité, notamment le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité. Compte tenu des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19, l'atelier de formation a été organisé en ligne.

28. Le Centre régional a également collaboré avec l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) à la prise en compte des questions de genre dans les activités de maîtrise des armes et de désarmement. Le 15 février 2021, il a organisé une réunion virtuelle avec l'UNIDIR sur la collecte de données ventilées par genre dans le cadre d'un projet de recherche, mené par l'Institut, concernant le rôle des femmes dans la gestion des armes et des munitions.

29. Le 24 février, le Centre régional a participé à une réunion virtuelle de coordination avec l'Union africaine au sujet de la sélection des pays bénéficiaires et des modalités d'exécution relatives au Mois de l'amnistie en Afrique, un projet conjoint de l'Union africaine et du Bureau des affaires de désarmement soutenu financièrement par l'Allemagne. Le 29 avril et les 6 et 7 mai, des réunions virtuelles de coordination ont été organisées avec l'Union africaine, le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes, dont le siège se trouve à Nairobi, et les pays bénéficiaires, à savoir Madagascar, le Niger et l'Ouganda.

30. Le 7 mars, en Guinée équatoriale, une série d'explosions qui a eu lieu dans des casernes de la gendarmerie et des forces armées à Bata, moteur économique du pays, a fait 107 morts et plus de 600 blessés et causés des dégâts considérables. Comme suite à une demande d'assistance du Gouvernement équato-guinéen, le Bureau des affaires de désarmement, qui supervise le Centre régional, a rapidement mis sur pied une mission d'assistance dans le cadre du mécanisme d'intervention rapide SaferGuard, avec la participation du Centre régional et d'experts techniques de l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions, une initiative conjointe du Bureau des affaires de désarmement et du Centre international de déminage humanitaire de Genève.

31. Avec le soutien logistique du Programme des Nations Unies pour le développement, la mission a été rapidement déployée à Bata et a promptement démarré ses activités sous la direction de la Coordinatrice résidente en Guinée équatoriale. L'équipe s'est rendue sur le lieu des explosions et a aidé le Gouvernement à déterminer quelle en était la cause et à recenser et réduire les risques de nouvelles

explosions et l'impact possible sur l'environnement. Elle s'est notamment tenue en contact avec l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe. Elle a également immédiatement fourni des conseils techniques sur la gestion des munitions et les risques de sûreté et de sécurité liés aux explosifs en s'appuyant sur les bonnes pratiques établies sur le plan international. Elle a aidé la Coordonnatrice résidente à coordonner l'aide internationale, multilatérale et bilatérale, fournie notamment par le Cameroun, les États-Unis d'Amérique, la France, Israël et le Qatar.

32. Dans son rapport final, l'équipe a précisé quelle était la cause des explosions, analysé la série d'événements et proposé des recommandations concrètes à l'intention des autorités nationales. Le Gouvernement a formulé une nouvelle demande d'assistance afin d'appliquer ces recommandations, qui visaient à prévenir de nouveaux accidents. Il a décerné des médailles aux membres de l'équipe en considération du travail que ceux-ci avaient accompli de manière rapide et efficace.

33. Le 7 avril, le Centre régional a participé à une table ronde d'un atelier en ligne organisé par le Service de la lutte antimines de l'ONU auquel ont participé diverses parties prenantes représentant des Gouvernements, l'Organisation et des entités non gouvernementales, dans le cadre des manifestations prévues à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines. Il a fait part de son point de vue sur les menaces posées et les possibilités offertes en matière de lutte antimines en Afrique, un continent dans lequel les conditions de sécurité évoluaient rapidement.

34. Le 28 avril, le Centre régional a participé à une séance en ligne organisée à l'intention des directeurs de programme du Service de la lutte antimines, présents au Siège et sur le terrain, afin de les mettre au fait de l'assistance qu'il fournit aux États Membres d'Afrique en matière de gestion des armes et des munitions dans de bonnes conditions de sécurité.

35. Du 17 au 22 mai, une mission de cadrage conjointe a été déployée au Cameroun par le Centre régional, le Bureau des affaires de désarmement, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre de services régional pour l'Afrique afin d'évaluer la situation relative à la maîtrise des armes légères et de petit calibre et de recenser les lacunes et les besoins. Les résultats de la mission permettront de mieux planifier les activités de projet financées par le fonds appelé « Entité "Sauver des vies" » en vue de prendre en considération les liens entre la lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et le développement.

36. Le 9 juin, le Centre régional et le Bureau des affaires de désarmement ont tenu des consultations en ligne avec la Banque africaine de développement. L'objectif était de réfléchir aux moyens de renforcer la coopération en ce qui concerne la paix et de la sécurité, la vulnérabilité et la résilience et d'envisager en particulier comment la Banque pourrait renforcer les interventions réalisées en Afrique avec le soutien du fonds « Sauver des vies ».

37. Du 21 au 24 juin, à Dakar, le Centre régional a participé à une réunion régionale portant sur la mise en œuvre dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique » de l'Union africaine. Cette réunion a été organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

38. Le Centre régional a participé à une réunion régionale sur la collecte de données relatives aux objectifs de développement durable organisée du 27 au 30 juin à Yaoundé par le Cameroon Youths and Students Forum for Peace, avec le soutien financier du Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements.



## C. Armes de destruction massive

39. Le Centre régional a continué d'aider les États Membres d'Afrique en facilitant les activités de sensibilisation et le dialogue en vue de prévenir la prolifération des armes de destruction massive, notamment en ce qui concerne les questions liées au contrôle ou à l'interdiction de la production et du transfert de matières nécessaires à la production, au transfert et à la prolifération des armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs.

40. Le 1<sup>er</sup> février 2021, l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur les armes biologiques, qui se trouve à Genève, a organisé une réunion virtuelle avec le Centre régional afin de préparer l'organisation d'un atelier en Afrique sur l'universalisation de la Convention. Cet atelier, tenu en ligne le 4 mars, visait à encourager les États d'Afrique qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à la Convention.

41. Le 24 juin, le Centre régional a participé à l'atelier virtuel sur les dispositifs de sécurité nucléaire en Afrique que la Commission africaine de l'énergie nucléaire a organisé afin d'encourager les États Membres d'Afrique parties au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) à élaborer et à adopter des normes de sécurité en la matière.

42. Le 12, le 14 et le 16 avril, le Centre régional a participé à l'atelier régional africain sur la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires, telle qu'amendée, et a fait part du point de vue de l'Organisation à cet égard. Cet atelier a été coorganisé en ligne par l'African Centre for Science and International Security et la Nuclear Threat Initiative afin que les participants puissent échanger des idées sur les préparatifs que les gouvernements des États d'Afrique pourraient faire en vue de la conférence d'examen. Il a également été l'occasion d'échanger des informations sur les difficultés de mise en œuvre et les pratiques exemplaires en vue de contribuer aux préparatifs de la conférence d'examen.

## D. Information et sensibilisation

43. La lettre d'information électronique du Centre régional, *UNREC Focus*, est distribuée à plusieurs milliers d'abonnés dans le monde. Elle donne des informations sur les questions de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements concernant la région et sur les initiatives et activités du Centre. Le site Web du Centre régional, disponible en anglais et en français, a été régulièrement actualisé durant la période à l'examen.

44. Le Centre régional a veillé à ce qu'il soit rendu compte, dans différents médias locaux et internationaux (réseaux publics et privés de presse et de télévision et radio), des ateliers en présentiel qu'il a organisés de façon à faire connaître ses activités ainsi qu'à des fins d'éducation pour la paix.

45. Le Centre régional a continué de se servir de médias sociaux (Twitter, Facebook et Flickr, par exemple) pour diffuser les informations et actualités le concernant et tenir les internautes au courant de l'évolution de la situation en matière de désarmement et de non-prolifération dans la région.

## **IV. Situation financière, effectifs et administration**

### **A. Situation financière**

46. En 2020, les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional se sont élevées à 179 685 dollars. On trouvera en annexe l'état du Fonds d'affectation spéciale pour 2020.

47. Le Secrétaire général exprime sa gratitude aux États Membres et aux partenaires qui ont apporté des contributions au Centre régional, ce qui a permis à ce dernier d'accroître l'assistance technique et l'aide au renforcement des capacités qu'il fournit aux États Membres de la région, conformément à son mandat. Il est particulièrement reconnaissant au Gouvernement togolais de son appui de longue date et de sa contribution financière au Centre.

48. Le Secrétaire général continue d'inviter les États d'Afrique à verser des contributions financières et en nature au Centre régional, et à manifester ainsi sans ambiguïté l'importance que les États Membres attachent aux services spécialisés et à l'assistance technique que le Centre fournit.

### **B. Effectifs**

49. Un poste de spécialiste des questions politiques (hors classe)/Directeur(trice) du Centre (P-5), un poste de spécialiste des questions politiques (P-3) et deux postes d'agent(e) des services généraux (agent(e) local(e) G-7 et G-6) sont financés au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Les frais afférents au personnel des projets sont couverts par les contributions volontaires.

## **V. Conclusion**

50. Pendant la période considérée, le Centre régional a continué d'exécuter son mandat en fournissant une assistance aux États Membres d'Afrique et aux organisations régionales africaines qui en ont fait la demande dans les domaines de la paix, de la sécurité et du désarmement. Il a resserré les liens de collaboration avec les partenaires, notamment avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et d'autres organisations sous-régionales, en vue de créer des synergies pour promouvoir le désarmement et la non-prolifération en Afrique.

51. Le Centre régional a aidé les États Membres qui en ont fait la demande à mieux lutter contre la prolifération et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre et à appliquer les instruments internationaux relatifs aux armes classiques, aux armes de destruction massive et à la lutte contre le terrorisme, dont la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité. En outre, il a organisé des activités liées à l'application de la Convention de Kinshasa, de la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, du Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique et du Protocole relatif au contrôle des armes à feu, des munitions et d'autres matériels connexes dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, ou y a participé, et a mené une action de sensibilisation aux questions de désarmement et de non-prolifération.

52. Le nombre constant de demandes d'assistance provenant des États Membres et des organisations régionales atteste l'importance des travaux du Centre régional dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération, de la maîtrise des armements et de la sécurité en Afrique. Le Centre poursuivra ses efforts pour utiliser au mieux les ressources et les compétences grâce à la coopération et à l'échange de données d'expérience avec les parties intéressées dans la région.

53. Le Centre régional continuera d'aider les États Membres d'Afrique dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération, de la maîtrise des armements en apportant une assistance technique et juridique en matière de renforcement des capacités, en favorisant les échanges et les consultations à l'échelle régionale et nationale, en facilitant l'élaboration de plans d'action nationaux et en faisant mieux connaître les instruments internationaux et les questions transversales telles que les questions de genre.

54. Le Secrétaire général invite les États Membres et les autres donateurs à apporter au Centre régional l'appui financier et les contributions en nature dont celui-ci a besoin pour continuer à s'acquitter de son mandat et de répondre aux besoins des États Membres d'Afrique les domaines de la paix, de la sécurité et du désarmement, conformément à l'objectif de développement durable n° 16, qui est de promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives.

## Annexe

## État du Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique pour 2020

(En dollars des États-Unis)

<b>Excédent cumulé au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>673 864</b>
<b>Produits</b>	
Contributions volontaires <sup>a</sup>	179 685
Produits des placements	13 659
<b>Total des produits</b>	<b>193 344</b>
<b>À déduire : charges et remboursements</b>	
Frais généraux de fonctionnement	36 581
Remboursements/transferts/ajustements <sup>b</sup>	465 609
<b>Total des charges et des remboursements</b>	<b>502 190</b>
Excédent/(déficit) pour l'année 2020	(308 846)
<b>Excédent/(déficit) cumulés au 31 décembre 2020</b>	<b>365 018</b>

<sup>a</sup> Contributions volontaires, comme suit : 63 141 dollars (Togo) et 116 544 dollars (Union européenne).

<sup>b</sup> Remboursements, transferts ou ajustements, comme suit : 17 519 dollars (montant versé à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) et 448 090 dollars (montant versé par le Fonds d'affectation spéciale ou au Fonds pour les activités de désarmement à l'échelle mondiale et régionale).